



Le Sahel

NUMERO
7818

JEUDI
5 novembre 2009

150 FCFA

● Sciences et technologie

L'espérance de vie mondiale pourrait être allongée de 5 ans

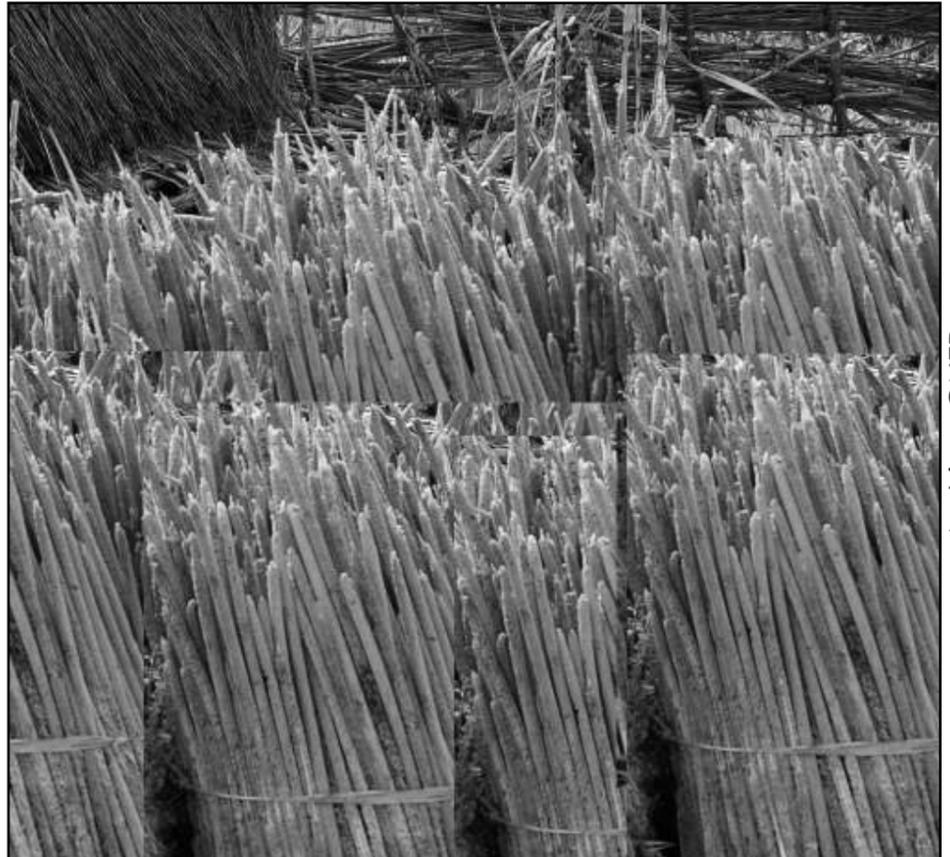
P. 11

● Poursuite de la mission de pré-évaluation de la campagne agricole du ministre du Développement Agricole à l'intérieur du pays

193 000 tonnes d'excédent céréaliier pour la région de Dosso

Après les étapes de Diffa, Zinder, Maradi et Tahoua, la mission de pré-évaluation de la campagne agricole 2009 à l'intérieur du pays conduite par le ministre du Développement Agricole était, lundi dernier, dans la région de Dosso, avant dernière étape de cette tournée. A Dosso, le ministre Mahaman Moussa, qui est accompagné des cadres centraux de son département ministériel, a effectué des visites de terrain avant de tenir une réunion de synthèse avec les autorités administratives et coutumières de la région ainsi qu'avec les cadres techniques régionaux. Il ressort des pré-évaluations établies que la région, qui dispose de ressources en terres cultivables estimées à 2 691 220 ha dont 1 798 813 ha sont exploitées en période hivernale, a enregistré, à l'issue de cette campagne céréalière 2009, un résultat réconfortant, avec un excédent de 193.000 T.

P-3



● Archives ONEP

La situation agricole est bonne dans tous les départements de la région de Dosso

● Fréquentation du Musée national Boubou Hama

Des entrées en flèche pendant les fêtes

P-5

● Grand marché de Niamey



Reprise normale des activités, environ six mois après l'incendie

P-5

● Archives ONEP

● Conseil Economique, Social et Culturel (CESOC)

La deuxième session ordinaire convoquée pour le mardi 10 novembre prochain

Le président du Conseil Economique Social et Culturel a l'honneur d'informer **Mesdames et Messieurs les Honorables Conseillers de la République** que la deuxième session ordinaire du Conseil Economique, Social et Culturel au titre de l'année 2009 est convoquée **le mardi 10 novembre 2009 à 10H00** au Centre Culturel Prince Sultan de Niamey.

● 4^{ème} Conférence économique africaine à Addis-Abeba (Ethiopie)

Comment promouvoir le développement en période de crises économique et financière ?

P-7

● Réunion des cadres du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Sortir le sport national de la tourmente

P-12

● Situation politique au Niger Notre République !

Les Nigériens, en procédant à un référendum le 4 août 2009 pour adopter une nouvelle Constitution consacrant l'avènement de la 6^{ème} République, ont une fois de plus réaffirmé leur sentiment d'appartenance à une communauté de destin, et surtout, leur volonté de prendre en main leur devenir. Quant aux élections législatives qui se sont tenues le 20 octobre 2009, elles ont permis de doter notre pays d'une représentation nationale à sensibilités diverses et qui répond aux aspirations de notre peuple. Docteur Abdoulaye Hassane Diallo, politologue et spécialiste des questions africaines, nous livre ici son point de vue.

L'Afrique est, parmi les cinq continents du monde, le continent le plus exploré, occupé, morcelé et colonisé au nom d'un partage dont elle fut victime en 1885 à Berlin en Allemagne par les puissances coloniales. C'est lors d'une conférence autour d'une table de caviar, que fut scellé le sort de l'Afrique. Un partage au forceps, parce que sans accord mutuel. Le lendemain, nos aïeux apprendront qu'ils ne sont plus eux-mêmes, mais des sujets de telle ou telle autre puissance coloniale. Et l'écrivain nigérian, Wolé Soyinka, prix Nobel, l'a dit et écrit lorsqu'il comparait "ce découpage à un morcellement à l'équerre". Au Niger, nous avons toujours été solidaires de nos frères africains dans toutes les épreuves. Nous avons toujours soutenu les actions de nos frères de tous les pays d'Afrique, qu'ils soient francophones, anglophones, lusophones, etc. Et pour preuve, les Présidents Diouri Hamani et Seyni Kountché s'étaient pleinement investis pour soutenir beaucoup de pays et Etats africains quand ils étaient confrontés à des problèmes, que ces problèmes soient internes ou avec des voisins. La création de toutes les organisations sous-régionales, régionales et même continentales, l'a été avec l'apport de notre pays qui n'a jamais manqué de leur manifester sa solidarité agissante. Nous avons toujours prôné et cultivé l'amitié entre les pays, entre les peuples. Et Dieu seul sait que des pays amis, des peuples amis, nous en avons ; ils sont nombreux à travers le monde, et sur tous les continents. Des amis qui sont sol-

idaires de nos actions et nous accompagnent dans la construction de notre pays. Dieu merci. Le Président de la République, SEM. Mamadou Tandja, au cours de toute sa carrière militaire et politique, a toujours œuvré pour le développement, la libération et l'indépendance de notre continent. Tout le monde le sait. Chef d'Etat, Président en exercice d'organisations sous-régionales et régionales, il avait imprimé sa marque de pragmatisme sur l'orientation et la dynamisation de ces organisations. Pour illustrer nos propos, rappelons les multiples rencontres, chez nous ou ailleurs, où le Président Tandja défendait nos intérêts communs, et cela sans jamais fléchir. Notre Etat et notre Président ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour consolider les acquis de ces organisations qui gardent encore son empreinte, quoi qu'on fasse. Au niveau de la diplomatie et de la bonne gouvernance, le peuple nigérian l'apprécie beaucoup, et ce sont ces raisons qui l'ont conduit à une Refondation de la République, par un référendum à l'issue duquel le OUI l'a emporté à 92,50%, contre seulement 7,50% pour le non. Notre République, la 6^{ème}, est la seule qui soit issue d'une constitution voulue par le peuple nigérian. Ce que nous déplorons chez nous, c'est la valorisation de l'arme des faibles qui consiste à brûler la terre, et ironie du sort, vouloir dormir en paix. Mais cela n'est pas nouveau. Que dire du cas de l'empereur Samory Touré, figure légendaire, grand guerrier et stratège militaire qui avait combattu les colonisateurs avec des fusils traditionnels, pendant plus de 18 ans, en

Guinée. C'est un compatriote guinéen qui l'avait vendu à l'ennemi. Il fut capturé et envoyé en captivité au Gabon où il mourut. Celui que l'occupant redoutait, avait comme sobriquet "Illo Illo Samory, rien ne l'arrête". En effet, il a fallu la trahison d'un frère pour briser l'élan d'un homme qui se battait pour de nobles idées. Ses cendres furent rapatriées en Guinée, grâce au Président Sékou Touré. En Irak, c'est un cousin de Saddam Hussein qui l'a vendu aux troupes américaines pour une poignée de dollars qu'il n'a jamais obtenue. Les exemples sont légion. C'est par des subterfuges honteux que certains tentent de scier la branche sur laquelle ils sont assis. Il faut perdre la raison pour brûler la chemise que l'on veut porter. La politique perd ainsi son sens, mais au Niger, le peuple est lucide. Et c'est grâce à cette lucidité que le Niger donne une véritable leçon de science politique aux théoriciens de tous bords qui s'agitent ça et là. Mais qu'ils se rassurent. Notre pays sait ce qu'il veut. Car chez nous, la parole est au peuple souverain qui décide de son destin. Occulter cette réalité, c'est nier l'existence de ces 11 millions de citoyens nigériens qui ont voulu du référendum du 4 août 2009 pour se doter d'une République, la 6^{ème}. Nous savons que chaque pays, au nom de l'intangibilité des frontières et de la légitimité des Etats, se trace son destin à travers une voie qu'il juge la meilleure et la bonne. A quoi aurait servi une organisation, un groupe ou une communauté, si ce n'est pour se soutenir? Mais, on oublie peut-être que nos intérêts convergent, et que nous devons plutôt nous lier contre l'ennemi commun qu'est le sous-développement avec son lot de maladies, de famines, de guerres et autres fléaux. Sékou Touré avait raison lorsqu'il disait que "nous n'avons pas obtenu notre indépendance pour perdre notre liberté". Notre pays a pour nom le Niger, avec son peuple, sa superficie, son drapeau, son hymne national "La Nigérienne" et ses divers démembrements qui forment notre République. Il y a des moments dans la vie où chaque

être doit se déterminer pour être utile à son pays. Mais il y a des actes qui effacent des grands faits parce que l'histoire ne se construit pas à reculons. On ne peut revendiquer une chose et son contraire. C'est absurde et ridicule. Les grands hommes ne sont pas ceux qui se font applaudir dans des discours, mais ceux qui affrontent les événements et assument les conséquences. La fuite en avant à la recherche d'un abri ou d'une protection n'est pas un acte de courage. Notre pays se construit avec tous ses fils. Nous savons ce que nous voulons. Nous sommes assez grands pour trouver des solutions à nos problèmes, ici chez nous, et nulle part ailleurs. L'exemple le plus patent est celui de nos frères de l'ex-rébellion qui ont écouté la voix de la raison en mettant la paix au cœur de leurs priorités. Ils ont mis leurs sentiments patriotiques au-dessus de tout, pour revenir sagement occuper leur place au sein de la Nation afin de s'atteler à sa construction. Tous les Nigériens sont fiers de cet acte et d'accord que chacun à sa place au Niger où il y a énormément de choses à faire pour son développement. La vie est un théâtre, et comme disait Shakespeare, "chacun a ses entrées et ses sorties". Qui dit mieux? Sachons raison garder pour donner l'image qui a toujours été la nôtre, celle de la tolérance, de la solidarité, de l'unité et du citoyen modèle. Parce qu'on "peut devenir un héros sans brûler la terre". Le Président Tandja a toujours tendu la main à tous ceux qui veulent construire notre pays dans la paix et la solidarité. La construction du continent et du monde passe par-là. Au Niger, chacun le sait, le Président de la République est le père de la Nation et c'est pourquoi, à l'unisson, les Nigériens l'appellent affectueusement "Baba Tandja". Ils ont raison parce qu'il s'est mis à leur disposition et ne s'éloigne pas d'eux. Il a pris à bras le corps leurs préoccupations pour les servir avec courage, rigueur et constance. Ces milliers de villes et villages électrifiés, dotés de cases de santé, de classes, de puits, de routes, de crédits féminins,

de mini-barrages, l'ont été grâce au Président Mamadou Tandja. Cette démocratie et ce développement dont jouissent les Nigériens, et qui font leur fierté, sont aussi à l'actif du Président Tandja. Ce sont là des faits concrets, loin des discours de salon et de meetings dans les rues. Voilà des faits concrets qui ont poussé les Nigériens à s'approprier le Programme spécial qui fait d'ailleurs école ailleurs. Ce sont toutes ces actions qui lui ont valu cette immense estime que lui voue le peuple nigérian dans son ensemble. Et à chaque épreuve, ils le retrouvent avec eux, entraînés de bâtir avec calme et sérénité notre pays. Au cours de sa longue carrière politique, il a su affronter bien des défis, qui ont parfois conduit à lui ravir des victoires. Mais, sa haute culture et sa foi en l'avenir ont fini par avoir raison des calculs machiavéliques dont il a parfois été victime. Comme quoi, Dieu, dans son infinie bonté, récompense toujours les meilleurs et les méritants. Il n'oublie personne. Les Nigériens ont fait un choix irréversible. C'est dire qu'il revient à nous tous de nous y conformer et de nous y engager pour notre bien commun, en construisant ensemble notre Nation, et consolider notre jeune République voulue et établie par nous. Notre représentation nationale, également émanation de la volonté populaire, est déjà en place. Nous invitons d'ailleurs la communauté internationale, et tous ceux qui veulent s'imprégner des réalités nigériennes, à venir visiter notre pays. Nous n'avons rien à cacher, bien au contraire, nous voulons partager nos richesses et notre expérience avec tout le monde comme nous l'avons toujours fait. L'on ne peut juger que sur place pour mieux apprécier, sinon tout le reste n'est que supputations, accusations gratuites à l'endroit d'un peuple qui ne le mérite pas. Le Niger a toujours su se placer là où il faut pour contribuer à l'édification continentale. Carrefour de l'Afrique, le Niger est fier de sa position géographique et a toujours été au service de ses frères africains. Les Nigériens réclament la paternité de cette 6^{ème} République, la leur. L'heure est donc au travail.

Abdoulaye Hassane Diallo

● Grand marché de Niamey

Reprise normale des activités, environ six mois après l'incendie

Après le grand incendie qui a secoué le Grand marché de Niamey, le mercredi 27 mai 2009, les autorités administratives de la Société de construction et de gestion des marchés (SOCOGEM), ont travaillé d'arrache-pied pour remettre en marche les infrastructures endommagées.

Selon Mme Balla Mariama, directrice générale de la SOCOGEM, en matière d'espace sinistré, c'était 30 % du marché qui a été touché. Mais cet espace constitue selon elle, la partie la plus importante dont la valeur des infrastructures endommagées s'élève à environ 1 milliard 50 millions de F CFA. Et pourtant, selon la directrice de la SOCOGEM, des mesures importantes ont été prises pour lutter efficacement contre ce genre de dangers. Il y a d'abord eu l'élargissement des voies permettant aux camions des sapeurs pompiers de se mobiliser et l'implantation même d'un bureau des sapeurs pompiers au sein du marché. Egalement, des

boutiques en matière définitive ont été construites. Il n'y aurait plus semble-t-il, des boutiques en tôle dans le grand marché pour des mesures de sécurité. Actuellement, la plupart des commerçants victimes de l'incendie ont repris leurs activités normalement, assure M. Adamou Kaka, vendeur de montres au Grand marché de Niamey. Selon lui, tout marche bien car personne n'a perdu sa place. Parlant justement de ces places, il a indiqué que les commerçants qui possèdent des boutiques au sol doivent verser une somme de 200.000 F CFA. Et ceux qui sont dans les halls doivent verser 150.000 f. Pour le moment, lui et certains de ses



Une vue de l'entrée principale du Grand marché

collègues vendent leurs articles à ciel ouvert. " Le soir, nous laissons nos marchandises sous des bâches mais rien ne se perd ", se réjouit-il. Pour un autre commerçant officiant au Grand marché, du nom de Moussa, le travail de construction se poursuit activement. Et,

c'est seulement le centre qui n'a pas été construit. "Nous qui occupons les halls, nous avons payé 150.000 f pour nous installer. La nouvelle façade que l'on a donnée au Grand marché répond aux normes des marchés modernes", affirme Abdoulaye, vendeur de

tissus. Il y a des grandes voies et les constructions sont bien faites, mais j'aurais voulu que le tarif soit réduit, affirme-t-il. Il semble que certains commerçants qui sont autour de la SOCOGEM ont versé 350.000 F pour récupérer leur boutique. C'est vraiment très cher compte tenu de la situation dont nous avons vécu. Un autre commerçant qui préfère garder l'anonymat affirme qu'il attend la finition de sa boutique qui est présentement en chantier et qu'il doit payer 350 000F. " Pour le moment, j'ai versé 250.000 F pour une boutique juste située après la SOCOGEM. Quand on aura fini, je payerai le restant de la somme. En ce qui concerne la restructuration, je dirais que les boutiques sont bien conçues, il n'y a plus de boutiques en tôle et les rues sont suffisamment vastes. On a vraiment fait un travail exceptionnel " dit-il.

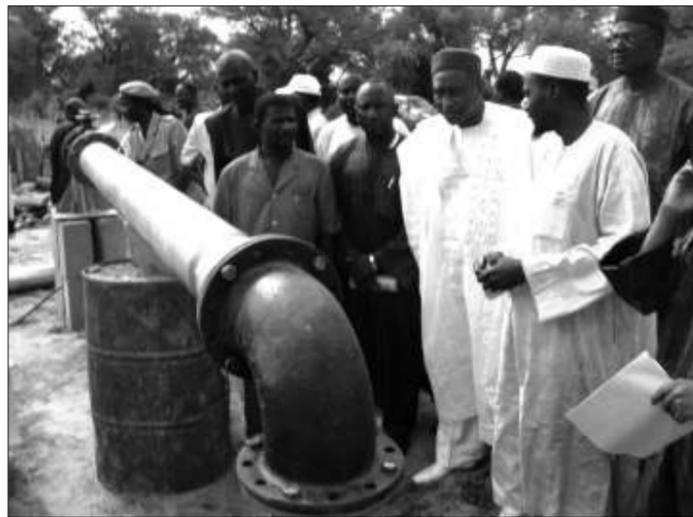
Abda Guèro B.

● *Poursuite de la mission de pré-évaluation de la campagne agricole 2009 du ministre du Développement Agricole à l'intérieur du pays*
Un excédent céréalier de 193.000 T pour la région de Dosso

Poursuivant la mission de pré-évaluation de la campagne Agricole 2009 à l'intérieur du pays, la délégation conduite par le ministre du Développement Agricole est arrivée, lundi dernier, dans la région de Dosso, avant dernière étape de cette tournée. Il ressort des évaluations établies que la région de Dosso a enregistré, pour cette campagne céréalière, un excédent de 193.000 tonnes.

Après les étapes de Diffa, Zinder, Maradi, et Tahoua, le ministre Mahaman Moussa qui est accompagné des cadres centraux de son département ministériel était, lundi dernier, l'hôte des populations de Dosso. La région de Dosso dont la première activité économique des populations est l'agriculture, dispose des ressources en terres cultivables estimées à 2 691 220 ha dont 1 798 813 ha sont exploitées en période hivernale ces six dernières années. Les superficies irrigables de la région estimées quand à elles à 93 700 ha sont sous exploitées ; seules 7% sont mises en valeur pour les petites irrigations soit 6 559 ha. La réunion de synthèse de pré-évaluation de la campagne agricole 2009, tenue dans la salle de réunion du gouvernorat de Dosso, a permis à la délégation ministérielle d'être édifiée sur le déroulement de la campagne au niveau de la région. Dans son mot de bienvenue le Gouverneur Issoufou Oumarou s'est réjoui du bon déroulement de la campagne agricole au niveau de la région de Dosso. Il a toutefois déploré les cas d'inondations enregistrés. Près de 2000 ha de cultures ont été perdus dans les départements de Boboye, Douchi, Gaya et Dosso. Pour ces départements précités, le Gouverneur de la région de Dosso a plaidé leur cause auprès du ministre du Développement Agricole afin qu'il puisse leur

trouver une solution d'urgence. Ce fut ensuite le tour du directeur régional du développement agricole de Dosso de faire une présentation synthétisée de la campagne agricole d'hivernage 2009-2010 de sa région. On peut retenir de cette présentation que malgré la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies et les attaques des prédateurs des ennemies de cultures vites maîtrisées la campagne agricole s'est terminée avec un bilan satisfaisant. La région présente en effet une production disponible de 608.000 tonnes pour des besoins estimés à environ 415 000 tonnes soit un excédent de l'ordre de 193 000 tonnes. Tous les départements de la région sont excédentaires cependant 6% des villages agricoles repartis dans les départements de Boboye, Dosso, Dogondoutchi et Loga soient 88 villages, présentent des déficits. Pour faire face au déficit céréalier de ces 88 villages le directeur régional du Développement Agricole (DRDA) de Dosso préconise de concevoir et de mettre en œuvre des actions d'urgence, il s'agit de : intensifier les cultures irriguées dans les villages qui disposent des sites irrigables ; créer ou renforcer les banques cérésières ; programmer des activités à haute intensité de main d'œuvre. Le DRDA de Dosso a indiqué également que la poursuite des pluies jusqu'en fin octobre a été



Le ministre Mahaman Moussa recevant des explications sur un site de retenue d'eau dans la région de Dosso

bénéficiaires pour les producteurs de mil tardif au niveau de la région et qui constituent 80%. Pour terminer, le DRDA de Dosso a rassuré les participants à cette rencontre composée des autorités administratives et coutumières, des élus locaux cadres techniques et associations régionales, que la situation alimentaire est marquée par une baisse des prix du mil, sorgho, et du riz à la même période. Les produits sont disponibles sur les marchés locaux surtout en cette période des récoltes. En procédant à la clôture de la rencontre de la mission de pré-évaluation de la campagne agricole d'hivernage 2009-2010 dans la région de Dosso, le ministre du Développement Agricole a indiqué que comme à l'accoutumée, ce genre de rencontre est l'occasion de partager avec les populations les résultats provisoires de cette campagne et de discuter des

mesures à prendre en faveur des populations pour lesquelles la saison n'a pas été favorable. Pour ces villages en difficultés, le ministre Mahaman Moussa a dit que le gouvernement mettra en œuvre des mesures d'atténuation, notamment la mise en valeur de tous les sites des cultures de contre-saison et la création et l'approvisionnement des banques cérésières. Le ministre Mahaman Moussa a poursuivi en indiquant que sous la conduite éclairée du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du gouvernement, et conformément à la Stratégie de Développement Rural, le gouvernement poursuivra l'intensification de la production agricole nationale par le développement des cultures irriguées et par la mécanisation de l'agriculture. L'Etat, avec l'appui de ses partenaires continuera l'aménagement et la réhabilitation de périmètres irrigués et apportera aux produc-

teurs l'appui nécessaire en équipements en intrants tout en leur garantissant l'encadrement adéquat, a poursuivi le ministre du Développement Agricole qui a saisi cette occasion pour annoncer à l'assistance que son département ministériel mettra incessamment à la disposition de l'ensemble des producteurs Nigériens : 12 900 unités de matériels agricoles à traction animale ; 36 batteuses multifonctions ; 18 unités de transformation de manioc ; et 249 tracteurs de grande puissance. Pour terminer le ministre Mahaman Moussa a invité les autorités locales, administratives et coutumières à poursuivre la sensibilisation des populations pour une bonne gestion de leur production, en évitant le gaspillage et en favorisant la pratique du warrantage. Dans la région de Dosso, le ministre Mahaman Moussa a également mis à profit son séjour pour visiter le site du mini-barrage de Sèti, dans la commune de Birni N'Gaouré. Réalisé en 2009 pour un coût de 197 millions de nos francs avec une capacité de 600 000 m3 pour une superficie de décu de 21 ha, le mini-barrage de Sèti a une vocation agro-pastorale. Suite aux fortes précipitations enregistrées au niveau de la localité, la rupture d'une partie de l'ouvrage a favorisé l'écoulement des eaux, empêchant leur retenue, malgré les travaux de reprises effectuées par l'entreprise D.K.O. Quelques défauts restent à revoir et le ministre du Développement Agricole a instruit l'entrepreneur en vue de veiller à son exécution dans les meilleurs délais.

Amadou Alain Daviés
AP/MDA

Renforcement de la production agricole nationale par l'intensification des cultures irriguées à Tahoua

En mission à l'intérieur du pays dans le cadre de l'évaluation des résultats de la campagne agricole 2009-2010, le ministre du Développement Agricole, M. Mahaman Moussa, était dans la région de Tahoua les 1^{er} et 2 novembre derniers. Accompagné des cadres centraux et régionaux du ministère et du Secrétaire général de la région de Tahoua, le ministre a visité les chantiers des travaux de deux barrages dans les départements de Keita et Konni avant de présider une réunion de synthèse à Tahoua.

Cette mission conduite par le ministre du Développement Agricole au niveau des différentes régions du pays vise à échanger avec les autorités et les cadres du terrain des différentes localités sur le déroulement et les résultats de la campagne d'hivernage 2009, valider les résultats globaux provisoires de cette campagne, faire le point des villages ayant enregistré des faibles résultats et examiner les mesures correctives déjà entreprises ou celles envisagées, apprécier le niveau d'avancement des travaux de nouveaux aménagements et la préparation de la campagne des cultures irriguées. Les visites sur le terrain ont en effet permis à la mission ministérielle de constater ce qu'il en est des chantiers des barrages de Tegueleguel et Guidan Magagi. Les travaux viennent de reprendre après une interruption du fait de la saison pluvieuse. Ces

ouvrages, a rappelé le ministre, doivent être réceptionnés avant la prochaine saison. La construction de ces barrages, comme l'a relevé le ministre lors du lancement des travaux, rentre dans le cadre d'une démarche visant à " permettre au Niger de mettre en valeur toutes ses potentialités sur le plan agricole pour être définitivement hors du cercle vicieux qui constitue la catégorie des pays demandeurs d'aide et ou importateurs chroniques de céréales." De retour à Tahoua, une réunion de synthèse a regroupé les membres de la mission, les autorités et les cadres de la région. Intervenant à l'occasion, le secrétaire général de la région M. Laouali Amadou Dan Azoumi s'est réjoui dans son mot de bienvenue, de l'organisation de la mission, qui constitue une opportunité pour cerner toute la situation de la campagne agricole. Il a rappelé les efforts du gouvernement dans le

cadre de l'appui aux producteurs lors de la campagne agricole. Ce fut ensuite au tour du directeur régional du développement agricole, M. Chaïbou Adamou, de présenter un exposé sur la situation de la campagne agricole. Celle-ci a d'abord indiqué dans la région de Tahoua, la campagne agricole a démarré vers le mois de mai, pour s'installer au niveau de toute la région dans la deuxième décennie de juillet. " Mais les sécheresses dues à l'irrégularité des pluies ont obligé les paysans à effectuer plusieurs semis. Cette situation n'a pas été sans conséquences sur les résultats encore provisoire de cette campagne ", a-t-il souligné. M. Chaïbou Adamou a aussi rappelé les appuis apportés aux producteurs par le gouvernement en vivres, produits phytosanitaires, intrants, encadrement. Il a également évoqué les préparatifs en cours pour une bonne réussite de la campagne des cultures irriguées. Au cours des échanges qui ont suivi cet exposé, les intervenants ont posé des questions et apporté des contributions devant permettre d'aboutir à un bilan plus fiable en ce qui concerne la campagne agricole 2009-2010. La question portant sur la gestion de l'aménagement de Ibohamane a aussi été abordée par certains participants à la réunion. En répondant

aux préoccupations soulevées par les intervenants, le ministre Mahaman Moussa a rebondi sur ce sujet en rappelant la démarche initiée pour résoudre le problème. Il a cependant insisté sur la nécessité du respect des textes régissant le fonctionnement des coopératives, en dehors des considérations partisans. A propos des aménagements de Tegueleguel et Guidan Magagi dont les travaux sont en cours, le ministre a assuré que toutes les dispositions ont été prises pour éviter des problèmes de gestion. Revenant sur l'évaluation de la campagne agricole 2009-2010, M Mahaman Moussa a été rassurant en déclarant que " même si la campagne agricole n'a pas totalement répondu aux attentes dans certains départements de la région de Tahoua, du fait de la mauvaise répartition des pluies dans l'espace et dans le temps, des attaques des prédateurs, des cas d'inondations, il

faut dire que cette situation n'est pas inquiétante compte tenu de la disponibilité des produits sur les différents marchés ". Cependant, le ministre a demandé aux autorités locales, administratives et coutumières de sensibiliser les populations pour une meilleure gestion de cette production en les orientant vers le warrantage. Par ailleurs, a souligné M. Mahaman Moussa, le gouvernement, sous la conduite de SEM. Mamadou Tandja, entend poursuivre à travers la Stratégie de Développement Rural, sa politique d'intensification de la production agricole nationale par le développement des cultures irriguées et par la mécanisation de l'agriculture. La construction des barrages de Tegueleguel et Guidan Magagi ainsi que la réhabilitation des périmètres irrigués existant participent de cette démarche.

Moutari Souley
Onep, Tahoua/Agadez

A MEDITER

Il est réconfortant d'apprendre que, cette année aussi, l'Etat envisage de poursuivre la campagne d'amélioration et d'intensification de la production agricole en dotant les producteurs d'intrants agricoles, de produits phytosanitaires et de semences. C'est dire que la balle est maintenant dans le camp des producteurs qui doivent déjà se préparer pour lancer activement les cultures irriguées dans les différentes régions de notre pays.



Marchés Publics

République du Niger
Ministère de la Santé Publique
Secrétariat Général
Fonds Commun d'Appui au PDS 2005- 2010

Avis d'Appel d'offres International (AAOI)

AOI : N°04-/09/MAT/PNLP/FC/PDS

Fourniture de Matériel de lutte antivectorielle et d'Equipe-ment et consommables de laboratoire d'Entomologie

Date : Juin 2009

Financement : Fonds Commun BM

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru online le 9 mars 2006 et dans le numéro 675 du 31 mars 2006 de "Development Business", le sahel dimanche N° 1176 du 17 mars 2006 et les sahel quotidiens n°7098 du 20 et n°7099 du 21 mars 2006.

2. Le Gouvernement de la République du Niger a obtenu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA), pour financer le coût du Programme d'Appui au Secteur de la Santé et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du (ou des) Marché(s) en vue de l'acquisition de Matériel de traitement de lutte antivectorielle et d'équipement de laboratoire entomologie.

3. Le Ministère de la Santé Publique (MSP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition de Matériel de traitement de lutte antivectorielle et d'équipement de laboratoire entomologie

- Lot 1 : Fourniture de poudreuses motorisées
- Lot 2 : Fourniture de générateurs de brouillard
- Lot 3 : Fourniture de pulvérisateurs motorisés dorsaux
- Lot 4 : Fourniture et installation d'Equipe-ment et consommable de laboratoire entomologie.

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un, deux, trois plusieurs ou l'ensemble des lots.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international (AOI) tel que définit dans les "Directives de mai 2004: "passation des marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA", et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les

Directives.

5. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du :

Secrétariat Général du MSP

BP: 11323 Niamey; porte 207;

Tel : (227) 20 72 27 82/ 20 72 69 60; télécopie : (227) 20 72 45 70; Courriel : moussafatim2@yahoo.fr

Et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus du lundi au jeudi, de 8h à 15h30 et le vendredi de 8h à 12h30 mn, heure locale.

6. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Etre ressortissant d'un pays éligible;
- L'autorisation du fabricant ou producteur des équipements;
- Pour les soumissionnaires locaux, fournir les pièces administratives et les documents suivants ;
 - Une copie légalisée du certificat d'immatriculation au registre de commerce;
 - Une attestation des services fiscaux pour le présent appel d'offres, attestant que le soumissionnaire est en règle vis à vis de l'administration fiscale;
 - Une attestation de l'Inspection du Travail et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, datant de moins de 3 mois attestant que le soumissionnaire est en règle dans ses cotisations;
 - Un certificat de non faillite, non liquidation judiciaire et non cessation de paiement datant de moins de 3 mois.

Les soumissionnaires étrangers devront joindre les pièces administratives ou les documents en tenant lieux listés ci-dessus.

- Une copie légalisée du certificat d'immatriculation au registre de commerce;
- Un certificat de non faillite, non liquidation judiciaire et non cessation de paiement datant de moins de 3 mois.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement d'une somme non remboursable de Cent mille (100.000) francs CFA (ou équivalent dans une monnaie librement convertible) en espèces ou en chèque certifié. Le document d'Appel d'offres est à retirer directement par le fournisseur auprès de l'acheteur.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le mercredi 23 décembre 2009 à 9h30, heure locale.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission de :

- Lot 1 : Fourniture de poudreuses motorisées : **1.000.000 FCFA**
- Lot 2 : Fourniture de générateurs de brouillard : **1.500.000 FCFA**
- Lot 3 : Fourniture de pulvérisateurs motorisés dorsaux : **2.000.000 FCFA**
- Lot 4 : Fourniture et installation d'Equipe-ment et consommable de laboratoire entomologie: **1000 000CFA (ou équivalent dans une monnaie librement convertible),**

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Secrétariat Général du MSP

BP: 11323 Niamey,

2^{ème} étage, Porte 207

Tel : (227) 20 72 27 82; Télécopie : (227) 20 72 45 70

10. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le mercredi 23 décembre 2009 à 10H00, heure locale à la salle de réunion du Ministère de la Santé Publique.



Marchés Publics

République du Niger
Ministère de la Santé
Publique Secrétariat Général
Fonds Commun d'Appui au PDS 2005- 2010

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

RELATIF A LA FOURNITURE D'INSECTICIDES

Date : juin 2009

AOI : AOI/001/09/Insect-Palu/FC PDS

1. Cet avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis général de passation de marchés

2. Le Gouvernement de la République du Niger a reçu un crédit (IDA 4141 NIR) de l'Association Internationale pour le Développement (IDA), pour financer le coût du Projet de Renforcement Institutionnel et d'Appui au Secteur de la Santé (PRIASS), appelé Fonds Commun d'Appui à la Mise en Œuvre du Plan de Développement Sanitaire 2005 - 2010 en diverses monnaies et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du marché de fourniture d'insecticides au Programme National de Lutte contre le Paludisme.

3. Le Ministère de la Santé Publique (MSP) invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé, pour l'acquisition d'insecticides en trois (3) lots.

Le présent appel d'offres est composé de trois lots :

- Lot 1 : Etofenprox 10EW
- Lot 2 : Diflubenzuron GR2%
- Lot 3 : Deltamethrin WT25%

Les soumissionnaires pourront faire une offre pour un ou l'ensemble des trois lots. L'évaluation se fera par lot en tenant compte des rabais éventuels que les soumissionnaires pourront présenter. La combinaison la plus économique sera retenue.

4. L'appel d'offres se fera selon les procédures d'appel d'offres international définies dans les Directives pour la passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA, édition de Mai 2004 ; il est ouvert à tous les candidats des pays membres de la Banque Mondiale et qui remplissent les conditions stipulées dans les directives.

5. Les candidats répondant aux critères de participation et qui le souhaitent peuvent obtenir des renseignements supplémentaires et examiner le dossier d'Appel d'Offres du lundi au jeudi de 8h00 à 16h00 et le vendredi de 8h00 à 12h30 à l'adresse suivante :

Ministère de la Santé Publique
Programme National de Lutte contre le
Paludisme
Tél. (227) 20 72 32 24

6. Les candidats intéressés peuvent acheter un jeu complet de documents d'appel d'offres

rédigés en français à l'adresse indiquée ci-dessus, moyennant paiement d'un montant non remboursable équivalent à cent mille (100.000) Francs CFA. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque certifié. Le document d'Appel d'offres sera retiré directement par le fournisseur auprès de l'acheteur. Le dossier pourra également être envoyé par courrier légalement admis au Niger et les frais sont imputables au soumissionnaire

7. Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus **au plus tard le mardi 22 décembre 2009 à 9H30, heure locale** et être accompagnées d'une garantie d'offre d'un montant en francs CFA équivalent à 2% du montant de chaque lot :

Secrétariat Général du MSP
BP: 11323-Niamey
2^{ème} étage, Porte 207
Tel (227) 20 72 27 82 / 20 72 69 60;
Télécopie : (227) 20 73 35 70 / 20 72 45 70

8. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, le **mardi 22 décembre 2009 à 10H00**, heure locale à la salle de réunion du Ministère de la Santé Publique.

● Portrait d'artiste

Delphine Yoboue, comédienne ivoirienne

Artiste, comédienne et directrice de la compagnie de théâtre "Siamois Expression" de Côte d'Ivoire, Delphine Yoboue est une jeune femme joviale et très entreprenante. De passage dans notre pays dans le cadre d'un projet de festival sous-régional avec des artistes nigériens, elle a accepté d'ouvrir un coin de voile sur sa passion pour l'art, en général, et le théâtre en particulier.

Les premiers pas dans le monde du théâtre, elle les a faits en 1986 dans son propre quartier d'Abobo à Abidjan, dans une troupe qu'elle animait à l'époque. C'est d'ailleurs à l'occasion d'une prestation de cette troupe que le célèbre comédien de la RTI, Germain Yoboue, tombe sous le charme du talent de Delphine et l'invite instamment à intégrer sa compagnie. Ce fut le déclic tant attendu pour Delphine Yoboue, qui inaugure ainsi une longue carrière dans le monde du théâtre. La compagnie "Siamois Expression" qu'elle a créée en 2003, compte aujourd'hui une douzaine de comédiens et a, à son actif, quatre créa-

tions théâtrales : ça c'est mon héritage ; au nom de la paix ; la médaille de la honte ; et la femme de Kadji. Selon l'artiste comédienne, sa création, la médaille de la honte est un chef d'œuvre qui a pratiquement fait le tour des pays africains et même du monde. " Cette création a été jouée dans de nombreux pays africains, et actuellement les cassettes de cette pièce sont en vente dans plusieurs pays européens, et notamment en France où la pièce cartonne en ce moment " a indiqué Delphine Yoboue. Grâce à ses œuvres, l'artiste comédienne a bourlingué aux quatre coins du monde. Elle a en effet participé à de nombreux festivals tels que le MASA (Marché des

Arts du Spectacle Africain) en Côte d'Ivoire ; le FITEB du Bénin ; des festivals en Algérie, en Tunisie, en Belgique etc. En 2006 au Tchad, " la médaille de la honte " a une fois de plus été distinguée à l'occasion d'un festival. Selon Delphine Yoboue, cette pièce retrace l'histoire d'un ancien combattant qui était riche ; mais qui tombera dans la pauvreté après avoir perdu toutes ses plantations à la suite d'un feu de brousse. Voulant d'une médaille spéciale à l'occasion d'une cérémonie de décoration des anciens combattants, il ira jusqu'à vendre les charmes de sa quatrième épouse, en pensant que cette médaille spéciale lui permettra d'obtenir tout ce qu'il désirait. Malheureusement, après la médaille,

plus rien ! La cupidité et la couardise sont de mauvaises conseillères. Combattante pour l'émancipation de la femme, Delphine Yoboue a une vision positive du rôle de la femme africaine dans son milieu social. "J'encourage beaucoup les femmes



La comédienne Delphine Yoboue

à venir au théâtre. L'art est un métier très noble. Le théâtre est une

transposition de la réalité sur scène. Moi je fais du théâtre et je vis de mon art. Je vis pleinement du théâtre. La femme africaine doit continuer à se battre pour gagner sa vie et soutenir sa famille " a indiqué l'artiste comédienne. A propos des créations nigériennes, Delphine Yoboue pense qu'il y en a qui tiennent la route. Mais, devait-elle ajouter, il faudrait que les comédiens se mettent véritablement au travail. " Ils ne doivent pas verser dans l'autosatisfaction au premier succès d'une présentation ; car le spectacle d'aujourd'hui n'est pas celui du lendemain. Donc il faut beaucoup travailler pour avancer " devait-elle indiquer. Comme perspectives d'avenir, Delphine a souligné qu'à court terme, elle devait se rendre en Tunisie pour un stage de mise en scène, avant de descendre sur Ouagadougou pour la réalisation d'une création artistique en fin novembre.

● Oumarou Moussa

● Fréquentation du Musée national Boubou Hama

Des entrées en flèche pendant les fêtes

C'est toute une marée humaine qui a pris d'assaut le Musée national à l'occasion de la dernière la fête de Ramadan. En effet, comme sur rendez-vous, tous les jeunes de Niamey se sont retrouvés au Musée pour satisfaire leur curiosité. Dès la devanture du centre, le constat est assez frappant, tout un public de toute catégorie se bousculait de part et d'autre pour acquérir le ticket d'entrée.

Cette forte fréquentation des visiteurs au Musée national est due surtout aux innovations qui sont entrain d'être opérées dans ce centre depuis quelques temps. Il s'agit, selon Mme Ibrahim Madel, de l'organisation d'un spectacle en plein air qui a surtout attiré l'attention des jeunes. En outre, une salle a été spécialement ouverte pour les jeux des enfants qui ont le choix entre les jeux des ludo, les jeux

de miroir, les jeux de course de sac, des assiettes flottantes, le lion sans queue etc. En plus des prestations proposées aux visiteurs, il faut aussi noter, selon le directeur Maman Ibrahim, la mobilisation des agents du Musée pour un bon accueil des visiteurs et surtout le dispositif de sécurité mobilisé à cet effet. Ce qui a permis aux visiteurs de leur faire confiance. Ainsi, ce jour-là au Musée, outre les

visites habituelles des cages des animaux, les jeunes ont eu droit aux salles de jeux, aux kermesses et d'autres spectacles. Selon les statistiques d'entrées du mois d'août 2009, ce sont au

total plus de 11.800 visiteurs qui ont été enregistrés dont 6.400 enfants nationaux, 4600 adultes nationaux, 500 étrangers résidents et 300 touristes. Mais la fréquentation la plus élevée

était surtout enregistrée au mois de Juillet dernier avec au total 15.200 visiteurs. Selon le directeur, M. Maman Ibrahim, beaucoup d'autres innovations sont en projet pour donner au Musée national, un nouveau look, beaucoup plus moderne avec surtout l'appui des partenaires intéressés par les activités de musée national.

Hama Alassane

Des extensions s'imposent pour satisfaire la curiosité des visiteurs

Les prestations du Musée national ont depuis quelques temps été améliorées. Ce qui explique certainement, l'intérêt du public pour ce centre de loisirs. Selon Maman Ibrahim, directeur du Musée National, la campagne de communication et des relations publiques a été intensifiée et des points focaux ont été créés au niveau de certains partenaires publics et privés.

Il a en outre indiqué que certaines personnes physiques comme des Ambassades ont également contribué

à la facilitation de cette prestation. D'autres envisagent d'apporter leur soutien au Musée à travers l'organisation

nombre a été multiplié par deux. Avec les recettes de l'année 2008, un hangar d'un coût de plus de 4 millions a été construit pour permettre aux animaux de bien s'épanouir. Ce qui permet de faire face, en partie, à l'une des difficultés que rencontre le centre et qui est relative aux conditions de conservation et de présentation des espèces. Mais il y a également des difficultés administratives qui, selon M. Maman Ibrahim, interviennent pour le

● Les moustiquaires de fabrication locale

La clientèle de plus en plus timide

Le Grand marché est plein à craquer. De loin, on entend un brouhaha indescriptible. Les vendeurs et les clients déambulent dans les étroites ruelles. Les va-et-vient des véhicules soulèvent un bruit assourdissant tout en créant, par endroit, un embouteillage monstre. Il faut aller avec prudence, agilité et rapidité pour se frayer un chemin dans cette " jungle humaine ".

En face de la grande voie qui longe le Grand marché en allant vers le Rond point église, sur une cinquantaine de mètres, un alignement de hangars et de boutiques de fortune. On y voit toute sorte de marchandises, des chaussures, des fruits, de la friperie et bien sûr des moustiquaires. Les femmes " reines du marché " discutent avec des commerçants joyeux de cette affluence qui est synonyme de bonnes affaires ". Si les vendeurs des fruits, des légumes et condiments se frottent les mains pendant cette période de grande consommation de leurs produits, d'autres com-

merçants ont une mine triste et attendent impatiemment de rares clients qui tardent d'ailleurs à venir. Il s'agit des vendeurs de moustiquaires. Au lendemain de la fête du Ramadan, extenués par les dépenses, les moustiquaires ne constituent apparemment pas une priorité pour les ménages. Les moustiques ont encore de beaux jours. Dans un coin, un jeune commerçant, la trentaine, surveille jalousement ses marchandises. Lorsque nous lui demandons le prix d'une moustiquaire, Ibrahim tout heureux répond 2.000 à 2.500F. Selon toujours ce commerçant, la vente des moustiquaires a connu une échine depuis la distribution gratuite des moustiquaires imprégnées plus solides et plus résistantes. Conséquence, c'est la mévente pour



Exhibition de moustiquaires par un vendeur de la place

les vendeurs de moustiquaires locales. On voit ça et là des moustiquaires accrochées à des hangars. Certains commerçants les étalent sur les véhicules stationnés, on se croirait dans un camps de réfugié tant l'atmosphère est pittoresque. Dans un pays où le paludisme constitue la première cause de mortalité infantile, l'utilisation de la moustiquaire est plus que nécessaire.

Bagalé Mamadou Mala



Affluence remarquable pendant les jours de fête

d'expositions dans le zoo, l'aménagement de l'abri des lions et la reprise de la salle d'exposition permanente de Costume traditionnelle. Une nouvelle Direction de loisirs qui va réfléchir pour diversifier les orientations de prise en charge des enfants a aussi vu le jour. C'est ainsi que pour attirer davantage les enfants, le musée a introduit de nouveaux jeux. Une innovation a été également faite par rapport à la sécurité. En effet, contrairement aux années précédentes, dès le lendemain de la fête de Ramadan, les responsables du musée ont mis en place un dispositif de sécurité avec l'appui des pompiers et des policiers chargés d'assurer la sécurité des visiteurs, dont le

prélèvement des animaux dans la nature. Tout comme, il y a la cherté sur les marchés des bêtes sauvages. Le directeur du Musée a néanmoins évoqué la perspective des échanges des animaux entre les Zoo. Il pense que dans le parc du Musée National où, il y a déjà 206 espèces, il faut que toutes les espèces qu'on étudie à l'école se retrouvent dans le musée. Pour M. Maman Ibrahim, des investissements importants doivent être faits au Musée national "pour que nous soyons dans une mise à jour qui est prônée dans la nouvelle logique de la muséologie et de la mondialisation".

Mayaki Saïdou

AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'Etude de Maître DODO DAN GADO Haoua, Notaire à la résidence de Niamey, 780, Avenue de la Mairie (NB 10) B.P. 2222 Tel: 20. 73.90.90 (République du Niger), de la perte du permis urbain d'habiter portant sur la parcelle **B**, de l'îlot **A**, lot **2**, lotissement **BANIZOUMBOU**, au nom de **El Hadj OUSMANE BEIDOU**.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé, de bien vouloir le déposer à l'Etude ci-dessus indiquée ou au service des affaires domaniales et cadastrales de la Communauté Urbaine de Niamey.



Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
Centre National de Perfectionnement à la Gestion (C.N.P.G.)

Le CNPG organise au cours des mois d'octobre et novembre 2009 les séances de formation ci-après:

FORMATIONS DE NOVEMBRE 2009

ACCUEIL, COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

Du 16 au 21 NOV. 2009 à Cotonou (Bénin)

PERFECTIONNEMENT DES STANDARDISTES, RECEPTIONNISTES ET AGENTS D'ACCUEIL

Du 16 au 21 NOV. 2009 à Cotonou (Bénin)

GESTION INFORMATISEE DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION

Du 16 au 21 NOV. 2009 à Cotonou (Bénin)

Techniques Comptables: CONDUITE DES TRAVAUX DE FIN D'EXERCICE ET CERTIFICATION DES COMPTES

Du 16 au 27 NOV. 2009 à Cotonou (Bénin)

COMPTABILITE DES PROJETS : OBJECTIFS ET CONTENU DES ETATS FINANCIERS

Du 16 au 27 NOV. 2009 à Cotonou (Bénin)

FORMATIONS DE DECEMBRE 2009

GRH : L'APPROCHE COMPETENCE EN ENTREPRISE

Du 14 au 19 DEC. 2009 à OUAGA (BF)

LES MODALITES ET TECHNIQUES DE RECOUVREMENT DES CREANCES " DANS LE DROIT OHADA "

Du 14 au 19 DEC. 2009 à OUAGA (BF)

MANAGEMENT DE LA QUALITE

Du 14 au 19 DEC. 2009 à Ouaga (BF)

GESTION EFFICACE DU MATERIEL ET DE LA LOGISTIQUE

Du 07 au 11 DEC. 2009 à Cotonou (Bénin)

DE LA SECRETAIRE DACTYLOGRAPHE A LA SECRETAIRE DE DIRECTION

Du 14 au 19 DEC. 2009 à Cotonou (Bénin)

LA STRATEGIE CONCURRENTIELLE EN ENTREPRISE

Du 14 au 19 DEC. 2009 à Cotonou (Bénin)

Pour toute information complémentaire veuillez nous contacter au CNPG
Tél: 20 73 41 43/ 20 73 41 55 ou 93 81 77 73

UNE SOCIETE DE LA PLACE RECHERCHE POUR RECRUTEMENT UN (1) DIRECTEUR ADMINISTRATEUR, FINANCIER ET COMPTABLE

- Vous êtes diplômé d'une Licence en Sciences Financières ou équivalent (Bac + 3) avec une formation complémentaire en comptabilité, gestion des ressources humaines et âgé de moins de 35 ans, vous maîtrisez en plus l'outil informatique (EXCEL, WORD, INTERNET EXPLORER),
- Vous avez à votre actif une expérience de trois (3) à quatre (4) années en qualité de responsable administratif et financier,
- Vous avez les qualités personnelles nécessaires suivantes :
 - Esprit d'analyse, d'initiative et de synthèse,
 - Disponible, ordonné et méthodique,
 - Sens des relations humaines,
 - Sens de l'organisation.

Sous la responsabilité hiérarchique du Directeur général, vous serez chargé du suivi, de la coordination et du contrôle de toutes les activités liées à l'administration des achats, des ventes, de la gestion du personnel, des finances, du budget et de la comptabilité.

Vous aurez sous votre responsabilité l'Agent administratif et financier et vous travaillerez en étroites relations fonctionnelles avec l'ensemble des départements de l'entreprise.

Vos dossiers de candidature doivent parvenir **au plus tard le 9 novembre 2009** au Cabinet FCA Fiduciaire Conseil & Audit B.P. 7 - Niamey et doivent comprendre les pièces suivantes :

- une lettre manuscrite de motivation,
- un curriculum vitae accompagné d'une photographie récente,
- un document justifiant l'expérience professionnelle,
- copie des derniers diplômes,
- une enveloppe A4 timbrée portant l'adresse du candidat.

Les autres documents seront demandés ultérieurement.



Marchés Publics

République du Niger
Ministère de la Santé Publique
Secrétariat Général
Fonds Commun d'Appui au PDS 2005- 2010

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (AAOI) AOI/05/09/Moust- Palu/FC/PDS: Fourniture de Moustiquaires

1. Le Gouvernement de la République du Niger a reçu un crédit (crédit IDA 4141 NIR) de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Renforcement Institutionnel et d'Appui au Secteur de la Santé (PRIASS), appelé Fonds Commun d'Appui à la Mise en Œuvre du Plan de Développement Sanitaire 2005 - 2010 en diverses monnaies et à l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du Marché de **Fourniture de Moustiquaires au Programme National de Lutte contre le Paludisme**.

2. Le Ministère de la Santé Publique (MSP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour de **Moustiquaires au Programme National de Lutte contre le Paludisme**, retenus à les recevoir.

Lot Unique : Moustiquaires ;

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international (AOI) tel que défini dans les "Directives de mai 2004: "passation des marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA", et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du :
**Ministère de la Santé Publique
Programme National de Lutte contre le Paludisme
Tél. (227) 20 72 32 24**

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus du lundi au jeudi **de 8h à 15h30** et le vendredi **de 8h à 12 h 30 mn**.

5. Les exigences en matière de qualifications sont: être ressortissant d'un pays éligible; fournir les pièces administratives et les documents suivants pour les soumissionnaires locaux : Une copie légalisée du certificat d'identification fiscale au réel (NIF/R) ; une copie légalisée du certificat d'immatriculation au registre de commerce; une attestation des services fiscaux pour le présent appel d'offres, attestant que le soumissionnaire est en règle vis à vis de l'administration fiscale; une attestation de l'Inspection du Travail et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, datant de moins de 3 mois attestant que le soumissionnaire est en règle dans ses cotisations; un certificat de non faillite, non liquidation judiciaire et non cessation de paiement datant de moins de 3 mois.

Les Soumissionnaires étrangers joindront à leur offre une attestation de registre de commerce et une déclaration de non faillite ou les documents en tenant lieu.

- La preuve de l'exécution satisfaisante (contrats, PV de réception et attestation de bonne fin obligatoire) d'au moins deux (2) marchés similaires en volume et en nature pour les 5 dernières années (2004 à 2008 inclus);
- L'autorisation du fabricant ou du redistributeur;

Une marge de préférence applicable à certaines fournitures fabriquées localement ne sera pas

octroyée aux soumissionnaires éligibles.

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous **contre un paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100.000) francs CFA** (ou équivalent dans une monnaie librement convertible) en liquide ou en chèque certifié. Le document d'Appel d'offres est à retirer directement par le fournisseur auprès de l'acheteur ou pourra sur demande être envoyé par courrier express et après paiement en avance des frais d'acquisition et d'expédition.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous **au plus tard le jeudi 24 décembre 2009 à 9h30, heure locale**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas acceptée. Les offres arrivées en retard ne seront pas reçues. Les soumissions seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents à l'adresse mentionnée ci-dessous, le **jeudi 24 décembre 2009 à 10h00**, heure locale.

Les offres doivent comprendre une garantie de soumission de 2% du montant de l'offre

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

**Secrétariat Général du MSP
BP : 11323 Niamey,
2^{ème} étage, bureau 207
Tel : (227) 20 72 27 82;
Télécopie : (227) 20 72 45 70**

4^{ème} Conférence économique africaine à Addis-Abeba (Ethiopie)

Comment promouvoir le développement en période de crises économique et financière ?

Plus de trois cents décideurs politiques, experts en développement et économistes participeront à la quatrième Conférence économique africaine annuelle, prévue du 11 au 13 novembre 2009 à Addis-Abeba, en Ethiopie. Le thème retenu pour cette année est le suivant : "Promouvoir le développement économique en période de crises économique et financière".

Au nombre des personnalités de marque attendues, on peut citer Meles Zenawi, le Premier ministre éthiopien, Tidjane Tiam, directeur général de Prudential, Paul Collier, directeur du Centre d'étude des économies africaines à Oxford University et plusieurs gouverneurs de banques centrales et des ministres africains des finances. L'événement est co-organisé par la

Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), afin d'encourager les échanges d'idées entre les économistes et les décideurs pour améliorer la qualité des politiques économiques élaborées dans la région, relancer la croissance et lui assurer la durabilité nécessaire à la réduction de la pauvreté, grâce au partage du

savoir.

La conférence se tient cette année dans le contexte de la crise financière et économique qui a frappé de nombreux pays africains. Dans une interview accordée en prélude à l'événement, l'économiste en chef de la BAD, Louis Kasekende, a déclaré : "La Conférence économique africaine nous a permis d'améliorer la qualité de nos publications telles que les Perspectives économiques africaines et le Rapport sur le développement de l'Afrique, diffusées de manière régulière au cours de la conférence afin d'influencer les politiques".

Le directeur de la division Commerce, finance et développement économique

de la CEA, Emmanuel Nnadozie, a déclaré que "la conférence donnera l'occasion aux experts, universitaires et décideurs, de se réunir pour examiner les différentes dimensions du développement de l'Afrique et de trouver la manière de s'attaquer aux défis auxquels l'Afrique est confrontée par suite de cette crise financière et économique mondiale".

Dans le sillage des crises économiques et financières, la BAD et la CEA ont mis en place des mécanismes de suivi de l'impact de la crise sur les pays africains. Les deux institutions ont également joué un rôle de catalyseur pour renforcer la voix de l'Afrique et sa participation effective à la réglementation

internationale en articulant les intérêts de l'Afrique devant le G20 et les autres organismes de réglementation. Fortes de leurs capacités conjuguées de mobilisation, la Banque et la CEA continueront de faciliter le processus d'élaboration d'une position africaine commune, surtout au niveau du G20 et des institutions de Bretton Woods. De plus, en participant aux diverses instances internationales, la BAD et la CEA continueront de projeter la voix de l'Afrique pour assurer une participation effective du continent dans les arènes mondiales du développement et sa représentation au niveau international.

OPA (SOURCE: African Development Bank)

Développement en Afrique

La "menace" d'un secteur privé indépendant

De l'Algérie au Zimbabwe, il y a eu des appels pour développer le secteur privé. Mais, certains gouvernements considèrent les secteurs privés indépendants comme une menace à leur pouvoir et ont même activement bloqué les affaires.

Pendant ce temps, les femmes africaines ont bénéficié d'un traitement injuste dans les affaires. Certains Africains se demandent si le secteur privé ou l'Etat devrait conduire le développement. Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka, a déclaré à IPS, en marge de l'événement des Journées européennes du développement à Stockholm, que "le secteur privé est très important pour l'Afrique parce qu'il peut fournir l'effort nécessaire dont le continent a besoin pour amener le développement pour sa population".

Cet événement annuel s'est déroulé du 22 au 24 octobre et a été abrité par la présidence de l'Union européenne (UE) et de la

Commission européenne pour "présenter l'engagement continu et durable de l'UE au développement". Kaberuka a noté que même si certains efforts ont été mis en place à travers le continent, il y a le besoin d'assurer que les mécanismes nécessaires, requis par le secteur privé pour prospérer, sont développés. "Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est, entre autres, un environnement stable pour que le secteur propulse la croissance tant nécessaire à travers le continent. Cela signifie également que les règles d'une participation équitable pour tous doivent être mises en place", a-t-il ajouté.

Kaberuka estime qu'avec la diffusion de la démocratie à travers le continent, le décor est désormais planté pour le développement du secteur

privé, qui peut survivre seulement sans des soubresauts dans la société. Les investisseurs ne devraient plus avoir peur de mettre leur capital dans des entreprises. Cela dépendrait en grande partie de l'établissement des règles nécessaires pour protéger le secteur.

Peter Bill Kisitu, président directeur général d'un cabinet de conseil basé à Bruxelles, a confié à IPS que "l'Afrique a besoin du secteur privé parce qu'il aiderait le continent dans ses efforts pour atteindre le développement pour la population. Malheureusement pour l'Afrique, les politiciens, à travers le continent, ont eu peur du développement du secteur privé et n'ont pas manifesté un intérêt à le développer".

Pour développer le secteur privé, les pays africains devraient mettre en place des institutions visant à protéger les gens du monde des affaires du contrôle du gouvernement.

"Nombre de gouvernements africains considèrent les hommes d'affaires prospères comme des menaces à leur pouvoir et feraient tout pour couper les ailes de tout individu qui réussit dans les affaires au-delà d'une certaine limite. "En Ouganda, nous l'avons constaté dans le secteur des banques où des individus ont essayé de construire des banques ayant eu du succès, seulement pour voir le gouvernement leur couper les ailes en utilisant toutes sortes d'interventions de l'Etat", a expliqué Kisitu. Il y a un autre élément qui se perd fréquemment : "Les femmes à travers le continent se sont, pendant tant d'années, engagées dans le commerce à petite échelle, mais lorsque le secteur privé est mentionné, personne ne les écoute", a déclaré à IPS, Berna Ngolobe, la responsable de plaidoyer de 'Women of Uganda Network' (Réseau des femmes de l'Ouganda).

Le secteur privé n'est pas une grosse affaire, a-t-elle souligné. "Ces femmes ont tellement contribué au secteur privé à travers le continent, mais personne ne prend la peine de les aider à grandir, ce qui est un signe clair de la marginalisation que connaissent les femmes sur le continent". Citant l'exemple des femmes dans le secteur des technologies de l'information et de la communication en Ouganda, Ngolobe a affirmé que lorsqu'il s'agit de soumissionner pour de petits contrats, la plupart des femmes n'ont pas l'argent pour faire une soumission et sont donc écartées du travail qu'elles sont capables de faire. "Cela signifie que lorsque nous parlons du développement du secteur privé, il est nécessaire d'examiner l'ensemble du secteur afin de corriger les anomalies qui existent. Autrement, les femmes seraient écartées", a-t-elle ajouté.

Mais Otive Igbuzor, responsable des campagnes internationales de ActionAid, a émis un point de vue totalement différent : "Nous n'avons pas besoin du secteur privé en Afrique". Il a indiqué à IPS, dans un entretien, que le secteur privé "est mal équipé et dépendant du gouvernement. Le succès dans les affaires s'est toujours reposé sur les gouvernements et la taille des relations que l'on a avec la classe dirigeante. "Maintenant, la préoccupation majeure pour le continent africain n'est pas comment développer le secteur privé, mais plutôt comment développer la capacité de l'Etat à pousser l'effort de développement". Des preuves au cours des deux dernières décennies ont montré, à travers le monde, que les pays qui ont dégagé une croissance réelle ne sont pas ceux qui ont laissé leurs économies dans les mains du secteur privé, a-t-il ajouté. "Le Brésil et la Chine se sont considérablement développés parce qu'ils ont permis à l'Etat de jouer un rôle fort pour diriger le processus de développement". Ces deux pays se sont concentrés sur l'élimination du fossé entre les pauvres et les riches. "Au cours des six dernières années, la Chine a sorti de la pauvreté 58 millions de personnes tandis que l'Inde, qui est présentée comme utilisant le secteur privé pour développer son économie, en a mis 30 millions dans la pauvreté", a-t-il affirmé.

(IPS)

(Reuters)

Energie

Les anti-nucléaires repartent en guerre contre l'EPR

Les opposants au nucléaire donnent à nouveau de la voix en France à la suite de réserves officielles sur le système de sécurité du réacteur de nouvelle génération EPR, développé

Les "Verts" réclament l'arrêt de tous les chantiers EPR en cours dans le monde. "On ne peut pas continuer de construire comme si de rien n'était un réacteur qui présente des risques importants dès sa conception", disent les écologistes français dans un communiqué. Ils se joignent à la députée socialiste Aurélie Filippetti, chargée des questions d'énergie au PS, pour réclamer une commission d'enquête parlementaire sur les questions de sûreté nucléaire.

Pour le réseau Sortir du nucléaire, il faut une commission d'enquête indépendante sur l'EPR "avant que l'irréparable ne se produise". Dans un communiqué commun diffusé lundi, les autorités de sûreté nucléaire française (ASN), britannique et finlandaise émettent des doutes sur la conception du système de contrôle-commande des réacteurs EPR de troisième génération. Leurs inquiétudes por-

tent sur le système de sécurité utilisé pour piloter le réacteur en cas d'incident et son indépendance vis-à-vis du mécanisme de contrôle en fonctionnement normal.

Les autorités ont demandé à Areva et aux acquéreurs de licence - dont EDF - de modifier le design initial de l'EPR. Dans une lettre adressée à EDF et rendue publique lundi, l'ASN demande en outre à EDF de démontrer la sûreté du système de contrôle-commande du réacteur EPR de Flamanville (Manche). "La complexité de l'architecture proposée par EDF rend difficile l'élaboration d'une démonstration de sûreté satisfaisante", écrit l'ASN.

Areva et EDF ont fait de l'EPR le fer de lance de leur développement dans le cadre du renouveau du nucléaire à l'échelon international. Areva construit actuellement quatre EPR - une unité de 1.600 MW (mégawatts) à Olkiluoto (Finlande), une de 1.600 MW à

Flamanville et deux de 1.600 MW chacune à Taishan (Chine). Au total, 23 réacteurs EPR sont en projet dans le monde.

Pour Christian Estrosi, ce contretemps ne doit pas porter atteinte au projet. "L'énergie nucléaire est la plus propre, la moins chère au monde", a fait valoir le ministre de l'Industrie auprès de journalistes. Un membre du gouvernement souligne toutefois qu'avec ce nouveau développement, "on est sur une perte de temps qui peut aller de deux à trois ans" s'agissant des chantiers EPR. Patrick Devedjian, ministre de la Relance et ancien ministre de l'Industrie, estime que l'avis des trois ASN n'est pas une "révolution". Elles "sont dans leur rôle lorsqu'elles demandent un perfectionnement des systèmes de sûreté. Aujourd'hui, il y en a deux, ils sont connectés, et elles demandent qu'ils soient indépendants l'un de l'autre. Ce n'est pas la révolution mais sans doute une amélioration", a-t-il expliqué sur France 2. L'EPR "est un très bon projet qui est en avance de dix ans sur tous les autres pays", a-t-il dit.

Pour l'ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage, l'avis des ASN "impose de reposer le choix du tout nucléaire". "On ne fabrique pas de l'électricité nucléaire comme on fabrique des pots de yaourt", a expliqué la dirigeante centriste sur Europe 1 en se disant inquiète des conditions de construction et de "la conception même" des réacteurs EPR. Dans un communiqué, Aurélie Filippetti réclame la transparence sur la filière nucléaire. Elle dénonce "l'opacité et la culture du secret qui entourent encore et toujours le nucléaire français". "Areva doit aujourd'hui s'expliquer et donner des garanties fiables sur la sécurité de l'ensemble des sites EPR", ajoute la députée socialiste. Sortir du nucléaire juge de son côté que la fiabilité de l'ASN française est mise en cause. Il l'accuse au mieux d'incompétence, au pire d'avoir "délibérément passé sous silence les défauts de l'EPR afin de ne pas compromettre les intérêts de l'industrie française".



TERMES DE REFERENCE POUR LA PRODUCTION DE DOCUMENTAIRE SUR LA CEDEAO



Objectif

La Commission de la CEDEAO sollicite la production de documents audiovisuels sur ses activités et celles des autres institutions de la CEDEAO.

II Description

La société de production devra fournir les prestations suivantes :

- Production aux normes internationales de 12 documents audiovisuels sur les programmes et activités de la CEDEAO de 26 minutes chacun, soit un (1) par mois, à partir de Janvier 2010 en versions française, anglaise et portugaise.
- Production de 12 documents audiovisuels thématiques de 26 minutes chacun, soit un (1) par mois à partir de Janvier 2010, en versions française, anglaise et portugaise.
- Diffusion de documents audiovisuels dans les Etats membres de la CEDEAO et au-delà
- Mise à disposition de la Commission dans chaque version linguistique des cassettes DV ou Betacam et des cassettes DVD

III Critères de sélection

- Avoir son siège dans l'un des quinze (15) Etats membres de la CEDEAO, ou avoir un réseau de correspondants dans au moins Trois (3) Etats membres de la CEDEAO
- Avoir une bonne connaissance de l'Afrique de l'Ouest et de son environnement politique et socio-économique
- Avoir une bonne expérience dans la production de magazines audiovisuel sur l'intégration économique ou le développement.
- Disposer d'un réseau de diffusion télévisé couvrant au moins dix (10) Etats membres de la CEDEAO :
La disposition de réseau de couverture s'étendant au-delà de la sous-région sera un avantage supplémentaire
- Avoir la capacité de couvrir des événements économiques, politiques et social dans l'espace CEDEAO et éventuellement en dehors (reste de l'Afrique, l'Europe, les Amériques)

IV Résultats attendus

a) La production et la diffusion de documentaires d'information générale sur la CEDEAO de 26 minutes

chacun pour diffusion mensuelle dans tous les Etats membres

b) La production et la diffusion de documentaires thématiques de 26 mn chacun pour diffusion mensuelle dans tous les Etats membres

V. Soutien au Client

Le Département de la Communication mettra à la disposition du client un reportage vidéo adapté, des communiqués de presse, des photographies et autres matériaux disponibles dans sa librairie et facilitera également des interviews en appui au projet, lorsque cela s'avérera nécessaire.

Toute assertion inexacte relative à l'information requise ci-dessus pourrait conduire à la disqualification d'une candidature ou, à la résiliation du Contrat sans avertissement, aux risques et périls du déclarant sans préjudice de l'imposition de sanctions applicables dans de tels cas aux termes du Code des Marchés de la CEDEAO.

VI Soumission des offres

Les offres doivent être soumises dans une enveloppe scellée portant clairement les indications suivantes : "**OFFRE POUR LA PRODUCTION DE DOCUMENTAIRES SUR LA CEDEAO**" et adressée à:

**Mme la Directrice de l'Administration Générale
Commission de la CEDEAO
101, Yakubu Gowon Crescent,
P.M.B 401 Abuja, Nigeria
Tél. /Fax. 234-9 3147 41,**

La date limite pour le dépôt des offres est fixée **au Mardi 10 Novembre 2009 à 17 H 00.**

Les offres seront ouvert en présence des soumissionnaires le Mercredi 11 Novembre 2009 à 11H00.

Toutes les offres reçues seront ouvertes en public en présence des soumissionnaires.

Pour toute information complémentaire, prière contacter ou le Chargé d'Approvisionnement ou le Directeur de la Communication au (09) 314 76 41 ; 08034088185 ; 0703 55 84 278 ou à partir des adresses email suivantes: adiop@ecowas.int/ nkuakor@yahoo.fr.

Mme Halima Ahmed

Directrice de l'Administration Générale



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
 PROGRAMME D'ACTIONS COMMUNAUTAIRES, PHASE II (PAC II)
 CELLULE NATIONALE DE COORDINATION
 B.P. : 12 946 NIAMEY-NIGER/ TEL. : +227 20 37 27 17/
 FAX: +227 20 72 29 53/ e-mail : cgrm@intnet.ne

Avis de recrutement d'un Coordonnateur National du PAC2

Le Gouvernement de la République du Niger a obtenu un Don de l'Association internationale de développement (IDA) pour financer le coût de la deuxième phase du Projet d'Appui au Programme d'Actions Communautaires (PACII). Il a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement d'un Coordonnateur National du PAC2.**

1. Mission : Placé sous la responsabilité du Secrétaire Général du Ministère du Développement Agricole, Président du Comité de Pilotage du PAC2, le Coordonnateur de la cellule de coordination nationale est chargé des tâches suivantes :

- Programmer, superviser et suivre les activités du programme ;
- Elaborer les rapports de suivi du programme et en assurer la diffusion ;
- Assurer le secrétariat du Comité d'orientation du programme, préparer pour ce faire, les réunions et veiller à l'application des décisions, suggestion et recommandations qui en sont issues ;
- Exécuter le budget du programme en l'occurrence la liquidation des engagements contractés au niveau des composantes du programme ;
- Inscrire et mobiliser la contrepartie nationale du programme ;
- Superviser la CCN et les cellules de coordinations régionales (CCR) ;
- Définir les centres de responsabilité à chaque niveau (national, régional et local), la délégation d'autorité spécifique et la définition d'objectifs précis et quantifiés ;
- Assurer la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi des procédures des bailleurs de fonds pour le

contrôle interne (passation des marchés, gestion financière et autres modalités d'exécution), la passation des marchés de fournitures de biens et services et le recrutement des consultants ;

- Assurer les relations et travailler étroitement avec les représentants des bailleurs de fonds concernés en vue d'harmoniser au maximum les démarches administratives et d'établir en commun, les modalités de gestion du programme ;
 - Veiller à la qualité et au respect des procédures financières internes et celles applicables au financement du programme ;
 - Veiller à la préparation des évaluations, négociations et requêtes financières ;
 - Signer conjointement les chèques ainsi que les transferts de fonds avec le responsable administratif et financier du programme ;
 - Organiser et donner toutes facilités pour la réalisation des audits techniques, financiers et comptables ;
 - Assurer la fonction de représentation du projet
 - Assurer la gestion des relations de partenariat avec les différents partenaires du projet
 - Signer les conventions de collaboration et veiller au respect des engagements du projet
- Rendre compte régulièrement au président du comité de pilotage et au chargé de projet
- Suivre les indicateurs de performance et d'impact de la mise en œuvre du programme ;
- 3. Qualifications requises :**
- Etre de nationalité nigérienne
 - Avoir un diplôme BAC +5 ans minimum dans les domaines suivants : Agronomie, pastoralisme ou production animale, génie rural, économie, environnement et planification ;

- Avoir une formation en gestion financière des projets ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans ;
- Avoir occupé un poste similaire,
- Avoir une expérience en gestion des ressources naturelles, en micro finance, décentralisation et en bonne gouvernance locale,
- Une bonne connaissance des procédures comptables et financières de la Banque Mondiale est un atout ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique
- Jouir d'une bonne moralité et de ses droits civiques

4. Lieu d'affectation et Durée du contrat

Le Lieu de travail est Niamey et la durée du contrat est de deux (2) ans.

5. Composition du dossier

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Une demande manuscrite adressée au Secrétaire Général du Ministère du Développement Agricole Niamey -Niger
- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae
- Des photocopies légalisées des diplômes et attestations
- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité

6. Dépôt des dossiers

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leurs dossiers de candidature **au plus tard le 20 novembre 2009 à 16 heures 30 minutes** à l'ANPE qui transmettra.



Marchés Publics

REPUBLIQUE DU NIGER
 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
 PROGRAMME D'ACTIONS COMMUNAUTAIRES, PHASE II (PAC II)
 CELLULE NATIONALE DE COORDINATION
 B.P. : 12 946 NIAMEY-NIGER/ TEL. : +227 20 37 27 17/
 FAX: +227 20 72 29 53/ e-mail : cgrm@intnet.ne

Avis de recrutement de huit Coordonnateurs Régionaux du PAC2

1. Le Gouvernement de la République du Niger a obtenu un Don de l'Association internationale de développement (IDA) pour financer le coût de la deuxième phase du Projet d'Appui au Programme d'Actions Communautaires (PACII). Il a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : **Recrutement de huit Coordonnateurs Régionaux du PAC2.**

2. Mission : Placé sous la responsabilité du Coordonnateur National du PAC2, le Coordonnateur de la cellule régionale de coordination est chargé des tâches suivantes :

- Assurer l'administration générale du projet au niveau régional ;
- Définir les plans d'action ;
- Superviser toutes les activités du PAC au niveau de la région ;
- Assurer la gestion des fonds au niveau de la région ;
- Assurer la gestion du personnel mis à sa disposition ;
- Assurer le contrôle de la qualité technique des prestations de services ;
- Contrôler l'exécution des différents contrats passés d'une part avec les opérateurs et d'autre part avec les différents prestataires de services ;
- Veiller au respect des procédures de gestion

financière et de passation de marchés du programme ;

- Contrôler les délais d'exécution des différents contrats ;
- Veiller à la mise en œuvre des différentes recommandations ;
- Représenter le Coordonnateur national du PAC auprès des autorités et des instances régionales en cas de besoin ;
- Rendre compte régulièrement au Coordonnateur National sur l'état d'avancement des activités du PAC ;
- Produire des rapports trimestriels et annuels d'activités à la Coordination Nationale du projet et au Comité d'orientation de la SDR ;
- Informer périodiquement les membres de l'équipe régionale des résultats et contraintes du projet.

3. Qualifications requises :

- Etre de nationalité nigérienne
- Avoir un diplôme BAC +4 ans minimum dans le domaine du développement rural, agronomie, pastoralisme, sciences vétérinaires, génie rurale, économie rurale, foresterie, sociologie, gestion de projet, planification ou équivalent ;
- Avoir une bonne capacité à diriger ;
- Avoir une large expérience dans le développement rural ;
- Etre disponible immédiatement ;

- Avoir une expérience en développement rural
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique

4. Lieu d'affectation et Durée du contrat

Le Lieu de travail est les chefs lieux des régions et la durée du contrat est de deux (2) ans.

5. Composition du dossier

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Une demande manuscrite adressée au Secrétaire Général du Ministère du Développement Agricole Niamey -Niger
- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae
- Des photocopies légalisées des diplômes et attestations
- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité

6. Dépôt des dossiers

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leurs dossiers de candidature **au plus tard le 20 novembre 2009 à 16 heures 30 minutes** à l'ANPE qui transmettra.

● Guinée Conakry/Médiation

Premières consultations sur la Guinée

Le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, médiateur dans la crise en Guinée, a entamé hier à Ouagadougou, avec une délégation des Forces vives des discussions pour une sortie de crise. Mais sa mission s'annonce difficile.

Les Forces vives (des dirigeants politiques, les représentants syndicaux et de la société civile guinéenne) exigent le départ de la junte du pouvoir, la lumière sur les massacres du 28 septembre, l'arrestation et l'inculpation des coupables et la mise en place d'un gouvernement

d'union nationale. Les représentants du pouvoir à Conakry n'ont pas été invités à ces premières discussions. Ce n'est qu'après que le président, Blaise Compaoré, les rencontrera. Quatre anciens premiers ministres sous le régime du défunt président Lansana Conté, ont fait le déplacement à

Ouagadougou: Sidy Touré, François Lonsény Fall, Cellou Dalein Diallo et Lansana Kouyaté. Le chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis Camara s'est adressé, lundi soir, à la nation. Il a, dans son discours, une nouvelle fois attribué la responsabilité des massacres du 28 septembre aux membres des Forces vives. Par ailleurs, le ministre chargé de la Communication auprès du chef de la junte et du ministère de la Défense nationale, Tibou Kamara, a annoncé sa démission

du gouvernement en critiquant l'entourage du chef des putschistes.

La Guinée traverse depuis plusieurs mois une crise politique qui s'est aggravée le 28 septembre dernier lorsque des forces de l'ordre ont tiré sur des militants de l'opposition qui assistaient à un rassemblement dans un stade de Conakry, la capitale, faisant plus de 150 morts.

(BBC)

● Egypte/USA

Mme Clinton au Caire, dernière étape de sa tournée au Proche-Orient

Venant du Maroc, Hillary Clinton est arrivée, mardi, au Caire pour tenter d'insuffler un nouvel élan aux pourparlers de paix israélo-palestiniens moribonds depuis l'intervention de Tshal dans la bande de Gaza en décembre-janvier derniers.

L'Egypte constitue la dernière étape de sa tournée-marathon au Proche-Orient, dans le Golfe et au Maghreb au cours de laquelle la secrétaire d'Etat s'est heurtée à la colère des Arabes pour avoir demandé aux Palestiniens de renoncer à leur préalable d'un gel immédiat des colonies juives avant toute reprise des négociations de paix. L'émissaire américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, est également arrivé mardi au Caire où il tiendra Hillary Clinton informée de ses derniers entretiens en Israël et en Jordanie. L'ancien sénateur a notamment rencontré à Amman le président palestinien Mahmoud Abbas.

Lors de son séjour au Caire, la responsable de la diplomatie américaine devrait s'entretenir avec son homologue égyptien, Ahmed Aboul Gheit, et le général Omar Souleymane, chef des services secrets, qui supervise les efforts de réconciliation interpalestiniens. A Marrakech, Clinton a eu un aparté d'un quart d'heure avec son homologue libyen, Moussa Koussa, qu'elle voyait pour la première fois depuis son arrivée au département d'Etat en janvier. Les deux ministres ont évoqué les relations bilatérales ainsi que la situation au Darfour soudanais.

Reuters

COMMUNIQUE DU SAFEM

Le Comité National d'Organisation du SAFEM informe les visiteurs de l'exposition qu'à la demande générale des exposants, le Village Artisanal de Wadata ferme ses portes à 22h 00 au lieu de 19h 00.

ETUDE DE MAITRE RAMATOU M. WANKOYE NOTAIRE,

Rue du Château Neuf B.P 10339 - Tel/Fax : 20. 74.01.50 E. Mail : wank@intnet.ne Niamey - Niger

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIETE

Il a été constitué par les soins de Maître Ramatou M. WANKOYE, Notaire à la résidence de Niamey, Rue du Château Neuf, une société aux caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : "AGROVET- Sahel "

FORME : Société à Responsabilité Limitée ;

CAPITAL : UN MILLION CENT MILLE (1.100.000) de francs CFA, divisé en CENT DIX (110) parts de DIX MILLE (10.000) F CFA chacune, entièrement souscrites en numéraires et libérées de la totalité de leur valeur nominale.

SIEGE SOCIAL : NIAMEY (République du Niger), quartier BOBIEL/OUEST FAISCEAU.

OBJET : La Société a pour objet dans tous pays et particulièrement en République du Niger, l'exercice en commun par les associés l'exercice des activités dans les domaines suivants :

- Réalisation des études dans le domaine du développement rural (agriculture, élevage, environnement et domaines connexes),

- Préparation et conduite des formations continues dans le cadre de renforcement des capacités dans le domaine du développement rural (agriculture, élevage, environnement et domaines connexes),

- Identification, formulation, Suivi et évaluation des programmes et projets dans le domai-

ne du développement rural (agriculture, élevage, environnement) et domaines connexes.

- Exécution / mise en œuvre des programmes et projets dans le domaine du développement rural (agriculture, élevage, environnement et domaines connexes),

- Production, vente, promotion et vulgarisation des intrants et produits agricoles et zoo vétérinaires,

- et, plus généralement, toutes opérations et activités commerciales, financières ou industrielles de quelque nature que ce soit pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus notamment par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achats de titres ou droits sociaux, fusion ou association en participation ou autres.

DUREE : 99 ans à compter du 04 Novembre 2009

GERANT : Monsieur SALLA ABDOU

IMMATRICULATION : Deux (2) expéditions des actes constitutifs de la société ont été déposées au greffe du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de NIAMEY et la société immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro **NI-NIA- 2009- B -2368** du 4 novembre 2009.



AVIS D'APPEL INTERNATIONAL A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'AGREMENT DE LA BOAD DANS LE CADRE DE LA FOURNITURE DE BIENS ET SERVICES

1- La BOAD est l'Institution commune de financement du développement des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Elle a été créée par un accord signé en 1973 entre les six pays fondateurs de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) que sont le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo auxquels se sont joints le Mali en 1984 et la Guinée Bissau en 1997.

2- La BOAD se propose d'actualiser le fichier de ses fournisseurs agréés de biens et services.

3- Le présent avis d'appel international à manifestation d'intérêt s'adresse à toutes les sociétés intervenant dans les domaines dont la liste est jointe en annexe.

4- Les sociétés intéressées sont invitées à produire un dossier comportant: 1) une, autorisation d'implantation; 2) un certificat d'inscription au Registre du Commerce ; 3) une attestation datant d'au plus six (06) mois certifiant qu'elles sont en règle vis-à-vis de l'Administration fiscale; 4) une attestation datant d'au plus six (06) mois certifiant qu'elles sont en règle vis-à-vis de la Sécurité sociale; 5) le curriculum vitae du premier responsable ; 6) une présentation de la société avec les

références et/ou les expériences acquises.

5- Les dossiers comprenant la lettre de manifestation d'intérêt et les informations demandées rédigées en français doivent parvenir en deux (02) exemplaires **au plus tard le lundi 30 novembre 2009 à 15 heures 30 TU**, sous pli fermé portant la mention "Manifestation d'intérêt pour l'agrément de la BOAD dans le cadre de la fourniture de biens et services" à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur du Patrimoine et de la Sécurité de la BOAD
68, Avenue de la Libération
BP. 1172
Lomé (Togo)
Tel : (228) 223 25 27/223 41 42/223 24 16
Fax : (228) 223 26 84

Domaines concernés par la manifestation d'intérêt

1. Maintenance

- électricité : transformateur, TGBT, cellules électriques, prises, lampes et accessoires ;
- froid et climatisation individuelle et centralisée: split, groupe froid, CTA roof-top etc
- onduleurs ASI/UPS et circuit d'alimentation des postes de travail ;

- Installations de sonorisation ;
- installations de GTB : Automate programmable de Honeywell, de SIEMENS etc. ...;
- installation de télécommunication : PABX, taxation, standard, etc ;
- ascenseurs : OTIS, SHNEIDER etc.... ;
- portes et serrures.

2. Fourniture

- mobilier de bureau;
- matériels électroménagers ;
- produits d'entretien de maison ;
- œuvres d'art ;
- consommables informatiques ;
- matériels informatiques ;
- Boisson.

3. Etanchéité du bâtiment ;

4. Revêtement sol et mur ;

5. Menuiserie aluminium ;

6. Bâtiment Travaux Publics (BTP) ;

7. Architecture intérieur et/ou extérieur ;

8. Transit et déménagement international (pays de l'UEMOA) ;

9. Courrier express ;

10. Connexion internet et maintenance informatique ;

11. Décoration;

12. Imprimerie;

13. Edition;

14. Objets publicitaires.

L'espérance de vie mondiale pourrait être allongée de 5 ans

Selon l'OMS, il faudrait cibler la malnutrition infantile, les rapports sexuels non protégés, l'alcool, l'hypertension artérielle et le manque d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène

pour vivre plus longtemps. Ces grands facteurs sont en effet responsables chaque année de 60 millions de décès prématurés dans le monde. Dans les pays riches, l'obésité peut elle aussi créer des problèmes. Le rapport de l'OMS pointe du doigt les facteurs de risque de mortalité que l'on pourrait éviter. En première position : l'hypertension artérielle

qui est responsable de 13 % des décès dans le monde. Arrivent ensuite le tabagisme (9 %), l'hyperglycémie (6 %), la sédentarité (6 %) et le surpoids (5 %). Ces facteurs provoquent notamment des cancers, du diabète et des maladies cardiovasculaires, en particulier dans les pays développés. Il faut donc adopter de nouvelles mesures en

fonction des facteurs de risque de chaque pays. "Le fait de comprendre l'importance des facteurs de risque pour la santé aide les gouvernements à déterminer les politiques qu'ils souhaitent poursuivre", a indiqué Colin Mathers, coordinateur à l'OMS.

(Maxisciences)



**BANQUE
CENTRALE DES
ETATS DE
L'AFRIQUE DE
L'OUEST**

EMISSION DE BONS DU TRESOR AVIS D'APPEL DOFFRES

Adjudication n°16/2009 du 11 juillet 2009

LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST PORTE A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC QU'ELLE ORGANISE POUR LE COMPTE DU TRESOR, A L'INTENTION DES INTERVENANTS AUTORISES(*), AGISSANT POUR LEUR PROPRE COMPTE OU POUR CELUI DE LEUR CLIENTELE, UN APPEL D'OFFRES POUR CESSIONS DE BONS DU TRESOR AUX CARACTERISTIQUES SUIVANTES :

- Etat émetteur : Etat de Côte d'Ivoire
- Montant Maximum global : 20 000 millions de FCFA
- Valeur nominale unitaire : 1 million FCFA
- Date de valeur : 12 novembre 2009
- Date et heure limites de dépôt des soumissions : 11 novembre 2009 au plus tard à 10 heures 30 mn T U

CETTE OPÉRATION EST CONSTITUÉE D'UNE EMISSION DÉCOMPOSÉE COMME SUIVIT :

- Montant : 20 000 millions de F CFA
- Durée : 28 jours
- Échéance : 9 décembre 2009
- Taux d'intérêt : multiples

LES TITRES EMIS SONT REMBOURSABLES LE PREMIER JOUR OUVRE SUIVANT LA DATE D'ECHEANCE. LES INTERETS SONT PAYABLES D'AVANCE.

Personnes à contacter :

Sama MAMANE: Tél. 20 72 24 91 E.mail : smamane@bceao.int
Nafissa TANDJA : Tél. 20 72 24 91 E.mail : ntandja@bceao.int

(*) Sont autorisés à soumissionner directement sur le marché primaire des bons du Trésor, les banques, les établissements financiers et les organismes financiers régionaux disposant d'un compte courant ordinaire dans les livres de la BCEAO.

Les autres investisseurs sont autorisés à soumissionner sur le marché primaire par l'intermédiaire de banques implantées sur le territoire de l'UEMOA.

INCROYABLE MAIS VRAI Etats-Unis : un mécanicien endommageait des véhicules pour ensuite les réparer

Un mécanicien endommageait des voitures pour ensuite offrir ses services à leur propriétaire. Christopher Walls, 41 ans, a été arrêté par la police pour escroquerie. En effet, l'homme abîmait les voitures sur les parkings des restaurants puis il attendait que les propriétaires reviennent pour leur proposer une réparation. Il demandait une somme allant de 27 à 135 euros. Même si monsieur Walls n'a été accusé que de deux escroqueries, il est soupçonné d'en avoir commis bien plus. La police est donc à la recherche d'autres victimes. (Zigonet)

H O R O S C O P E

<p>BÉLIER 21 mars - 19 avril Demandez une augmentation n'est pas si fou! D'autant qu'elle serait justifiée.</p>	<p>TAUREAU 20 avril - 20 mai Vous ferez de vrais progrès dans votre travail. Une évolution qui sera remarquée par vos pairs.</p>	<p>GÉMEAUX 21 mai - 21 juin Avec votre charme, vous allez en faire craquer plus d'un (e)!</p>	<p>CANCER 22 juin - 22 juillet Certains chercheront à vous faire sortir de votre terrier. Il faudra ruser!</p>
<p>LION 23 juillet - 21 août Vous apprécierez les moments de détente.</p>	<p>VIERGE 22 août - 21 sept. Si vous n'y mettez pas du vôtre, rien n'évoluera sur le plan professionnel.</p>	<p>BALANCE 22 sept. - 22 oct. Faites des exercices de relaxation et de respiration. C'est fait pour vous.</p>	<p>SCORPION 22 oct. - 21 nov. Vous aurez plus de dépenses qu'auparavant. A vous de gérer.</p>
<p>SAGITTAIRE 22 nov. - 21 déc. N'insistez pas auprès de ceux qui ne vous aiment pas. C'est leur droit et vous ne les changerez pas.</p>	<p>CAPRICORNE 22 déc. - 20 janvier Ne partez pas dans tous les sens. Faites les choses l'une après l'autre.</p>	<p>VERSEAU 21 janv. - 18 février Pour retrouver la silhouette de votre jeunesse, pas de mystère, le sport est la solution.</p>	<p>POISSONS 19 fev. - 20 mars Il y aura un fossé d'incompréhension entre les générations.</p>

DE GARDE

Du samedi 31 Oct. au samedi 7 Novembre 2009

PHARMACIES

- ☞ Château 1
- ☞ Cité Fayçal
- ☞ Grand Marché
- ☞ Lac Tchad
- ☞ Any Koiria
- ☞ Espoir
- ☞ Sabo
- ☞ Dan Gao
- ☞ Askia
- ☞ Populaire Maourey
- ☞ Pop. Hôpital (sauf les dimanches)

NUMEROS UTILES

Renseignement :	12
Sapeurs pompiers :	18
Réclamations :	13
Police secours :	17
Hôpital :	20 72 22 53
Médecins de nuit :	20 73 47 37

Réunion des cadres du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Sortir le sport national de la tourmente

Les cadres du Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports étaient en conclave du 27 au 29 octobre derniers pour examiner les voies et moyens permettant de sortir ces deux secteurs vitaux de la situation dans laquelle ils évoluent. Cette importante rencontre d'échanges a été présidée par le Secrétaire général dudit Ministère, M. Guéro Mahamadou.

La dernière rencontre entre les cadres du Ministère de la Jeunesse et des Sports remonte en 1987. Ce déficit d'échanges et de communication a inéluctablement pesé sur le fonctionnement des services et la projection des performances des différentes disciplines sportives. L'existence d'un cadre de concertation, de conception et d'orientations était devenue nécessaire. La jeunesse et le sport, deux importants vecteurs du développement socio-économique méritent autant d'attention et de soutien à des moments décisifs de l'évolution socio-culturelle du Niger. Il est vrai que tout le monde est unanime que le sport nigérien dans sa globalité, ne marche pas avec vitalité. C'est pourquoi, les cadres de ce département ministériel ont jugé utile de se pencher sur les problèmes réels qui freinent les activités relatives à l'essor de la jeunesse et des sports. Les problèmes traditionnels identifiés ont pour noms : dégradation des infrastructures sportives,

ressources humaines non exploitées, problématique dans l'encadrement technique de nos équipes nationales et précarité dans la formation...

Des recommandations intéressantes ont été adoptées par l'ensemble des participants dans un élan de solidarité et de convergence. Maintenant que le diagnostic des maux qui entravent la bonne marche de ces deux importantes composantes a été fait par les techniciens, il ne reste plus que la volonté politique pour apporter la thérapeutique indispensable. Bon nombre d'échéances pointent à l'horizon, il est important de prendre des mesures et décisions plus hardies afin de redynamiser la jeunesse et le sport, clé de voûte du développement national.

● Ibrahim Sory Barry

Ligue des champions:

Manchester United, Chelsea, Porto et Bordeaux en 8es de finale

United était mené 3-1 à six minutes de la fin par le CSKA Moscou, mais Paul Scholes et Antonio Valencia ont marqué en fin de rencontre pour permettre au finaliste de la saison dernière de marquer le point nécessaire à son accession à la phase à élimination directe de la compétition.

Didier Drogba a marqué aux 82e et 88e minutes pour permettre à Chelsea de mener 2-1 sur le terrain de l'Atletico Madrid, avant que Sergio Aguero obtienne le nul après un doublé personnel inscrit dans le temps additionnel. Bordeaux en s'imposant 2-0 sur le terrain du Bayern Munich qu'il avait déjà dominé 2-1 à Chaban-Delmas est aussi qualifié pour les 8es de finale. Dans cette poule A, la Juventus l'a emporté 1-0 sur le terrain du Maccabi Haïfa.

Porto en l'emportant 1-0 sur le terrain de l'APOEL Nicosie est qualifié lui aussi dans le groupe D de Chelsea.

Un but de Karim Benzema annulé par une réplique de Ronaldinho sur penalty a conduit à un nul 1-1 entre le Milan AC et le Real qui n'ont pas encore la qualification en poche. Dans cette poule C, Marseille s'est relancé en écrasant 6-1 Zurich. A Old Trafford, Alan Dzagoev a ouvert le score pour le CSKA avant l'égalisation de Michael Owen. Milos Krasnic a redonné l'avantage aux Moscovites, puis en début de deuxième période Aleksei Berezutski a inscrit le but du 3-1. Scholes et Valencia ont finalement remis les pendules à l'heure pour Manchester United. Dans ce groupe B, Wolfsburg l'a emporté 3-0 sur le terrain du Besiktas.

MARSEILLE SE RELANCE FACE À ZURICH

Dans le groupe C, l'OM compte désormais six

points et ne pointe qu'à une longueur du duo Milan-Madrid qui s'est pour sa part neutralisé (1-1). Le club marseillais se déplacera, le 25 novembre, chez son homologue lombard tandis que le Real Madrid recevra une équipe de Zurich, lanterne rouge du groupe avec trois points.

Les buts pour Marseille ont été inscrits en première période par Silvan Aegerter contre son camp et Fabrice Abriel. En deuxième mi-temps, Mamadou Niang, Vitorino Hilton, Benoît Cheyrou et Brandao ont aggravé la marque.

Alexandre Alphonse avait réduit le score pour les Suisses à la 32e minute.

Le club zurichois, qui avait créé l'exploit en s'imposant sur la pelouse du Milan AC, n'a pas longtemps résisté à une équipe marseillaise offensivement beaucoup plus réaliste en Ligue des champions qu'en championnat de France.

Marseille n'a ainsi mis que trois minutes à trouver la faille dans la défense suisse. Aegerter a mal apprécié la trajectoire du ballon sur un premier coup franc d'Abriel et l'a détourné de la tête hors de portée de son gardien.

Marseille a récidivé huit minutes plus tard sur un nouveau coup franc excentré d'Abriel, dont le rebond a surpris Johnny Leoni (11e).

A sa décharge, le portier helvétique a été trompé par l'écran de trois joueurs marseillais en position de hors jeu.

(AP)



Le CNPG recherche pour une structure de formation, un Cadre Supérieur chargé d'animer son département formation; il doit justifier une formation en ingénierie de la formation, en comptabilité ou en gestion des entreprises.

Composition du dossier :

- Demande manuscrite ;
- Une lettre de motivation
- Attestation de diplômes ;
- Une copie du CV récent.

Date limite de dépôt des dossiers : le 06 Novembre 2009 à 13 Heures.

Pour toute information complémentaire, contactez le CNPG
Tél: 20 73 4143 ou 20 73 4155.

HOPITAL NATIONAL DE NIAMEY

Principal Centre de Référence Hospitalière du Niger



Standard

20 72 22 53

20 72 23 26

Administrateur de garde 24H/24H

Chargé de faciliter l'accès aux soins 24 heures sur 24 heures

Téléphone permanent 21 66 48 42

LE SAHEL

Place du Petit Marché ;

BP 13182 Niamey (R. Niger)

Tél : 20 73 34 86/87 ; Télécopieur : 20 73 30 90

E-mail : onep@intnet.ne

Site web : www.lesahel.ne

Directeur de Publication

SAÏDOU DAOURA

Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)

Directeur : Assane Soumana ; 20 73 99 86

Rédacteur en chef: B. Fatouma Idé

Rédacteur en chef Adjt: Issaka Saïdou

Secrétaire de Rédaction: Oumarou Ali

Direction Technique (DT)

Directeur: Mahamane Hadi Mahamane ; 20 73 99 87

Réd. en chef informatique: M. S. Abandé Moctar

Réd. chef informatique adjt: Inoussa Oumarou

Direction Commerciale (DC)

Directeur: Morou Hamadou 20 73 22 43

Chef service Communiqué et Pub: Alhassane Assilla

Direction Administrative et Financière (DAF)

Directrice: Mme Saïdou Rahamou T. 20 73 99 85

Chef service Recouvrement: Mme Ado Haoua Hachimou

Composition : ONEP

Tirage : 3000 exemplaires

MOTS

CROISSES

du

Sahel

HORIZONTALEMENT

1. Aveuglément zélés;
2. Se gondolent - Sortie en cas de consultation;
3. Colères - Règle - Infinitif;
4. Possessif - Attaquant de droite ou de gauche de l'équipe;
5. Sigle nazi - Verbale;
6. Criblé de dettes - Un pistolet;
7. Etat d'un paysage désertique - Rogne ancestrale;
8. Noble - Fin de soirée - L'Irlande du poète;
9. Prince arabe - Regroupement d'entreprises;
10. Tuyautés.

VERTICALEMENT

1. Trembler de froid ou d'effroi;
2. Nids d'aigles - Oiseau coureur d'Australie (inversé);
3. Bien arrivées - Odieux en tête - Préfixe privatif;
4. Poids irrésistible - Boule de neige;
5. Consonne double - Os de capitaine;
6. Dignité papale - Titane symbolique;
7. Adjectif interrogatif - Que de dunes!;
8. Patrie de patriarche - Fin de soirée - Ville d'Espagne;
9. Prince troyen - Consonne le tabac d'une certaine manière;
10. Contractions (sans doute au coeur).

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

numéro précédent

F	A	U	T	E	R		C	E	P
O		N	E	T		O	C	R	E
U	N	I	T	E	S		C	O	R
R	E	R		T	I	C		S	I
N	S		R	E	V	E	R		M
A		R	D	R		T	O	L	E
I	N		P	A	S		N	E	T
S	E	T		S	T	E	R	E	R
E	R	I	C		U	N	O		E
S	E	N	E	S	C	E	N	T	S